

Le gouvernement burundais veut relancer les activités de l'IRAZ

PANA, 07 novembre 2017 Vers la relance des activités de l'Institut régional de recherche agronomique et zootechnique au Burundi Bujumbura, Burundi - Le gouvernement burundais compte relancer les activités de l'Institut de recherche agronomique et zootechnique (Iraz) qui le lie au Rwanda et à la République démocratique du Congo (Rdc). [Photo : La délégation interministérielle en visite à l'Iraz ce lundi 06 novembre 2017.]

C'est ce qu'a annoncé, mardi, le ministre burundais de l'Agriculture et de l'Elevage, Deo Guide Rurema, sur les antennes de la radio publique, de retour d'une mission d'évaluation des besoins à Gitega, le siège de l'Institut, dans le centre du Burundi. Le ministre des Finances, Domitien Ndiwokubwayo, et celui de la Justice, Mme Aimée Laurentine Kanyana, étaient également de la délégation qui est allée visiter le siège de l'Iraz lundi, selon la même source. Nombre de projets de la Communauté économique des trois pays des Grands Lacs (CEPGL) sont à l'arrêt à cause des crises internes ou transfrontalières qui minent cette sous-région depuis les années 1990. La guerre civile de 1996 en République démocratique du Congo a embrasé toute la région des Grands Lacs africains, hypothéquant ainsi l'avenir même de la CEPGL. Au niveau interne, le Burundi a connu une longue guerre civile entre 1993 et 2006, pendant que se tramait le génocide de 1994 au Rwanda voisin. La CEPGL souffre aujourd'hui encore de mauvaises relations de voisinage, d'une part entre le Burundi et le Rwanda, d'autre part entre le Rwanda et la Rdc. La tendance du moment est, pour chacun de ces trois pays, de se stabiliser dans de nouveaux ensembles régionaux, notamment la Communauté d'Afrique de l'est (Eac) pour le Burundi et le Rwanda, et la Communauté de développement des Etats d'Afrique australe (Sadec), pour la Rdc. Historiquement, la Communauté économique des pays des Grands Lacs a été créée en 1976, époque faste des feux présidents Mobutu Sese Seko, de l'ex-Zaïre, Jean-Baptiste Bagaza, du Burundi et Juvénal Habyarimana du Rwanda. La CEPGL s'était dotée d'une « Banque pour le développement des Etats des Grands Lacs » (Bdgel, siège au Rwanda), d'une « Société internationale de l'énergie des Grands Lacs » (Sinelac, en Rdc), d'un « Institut de recherche agronomique et zoologique » (Iraz, au Burundi), d'une « Organisation de l'énergie des pays des Grands Lacs » (Egl, en Rdc) et d'une « Société commerciale et industrielle de gaz » (Socigal, en Rdc). Ces différents projets sont aujourd'hui tombés en ruine, exception faite de la Sinelac qui continue, tant bien que mal, à produire du courant électrique pour tous les trois pays, à partir de l'est de la Rdc. Une « Carte CEPGL » permet également aux ressortissants des trois pays d'entrer et de sortir librement, à condition que les imprévisibles relations de voisinage le favorisent.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});